

L'engagement luxembourgeois au Mali

Eduqués pour l'avenir

Le système éducatif du Mali est victime de l'explosion démographique

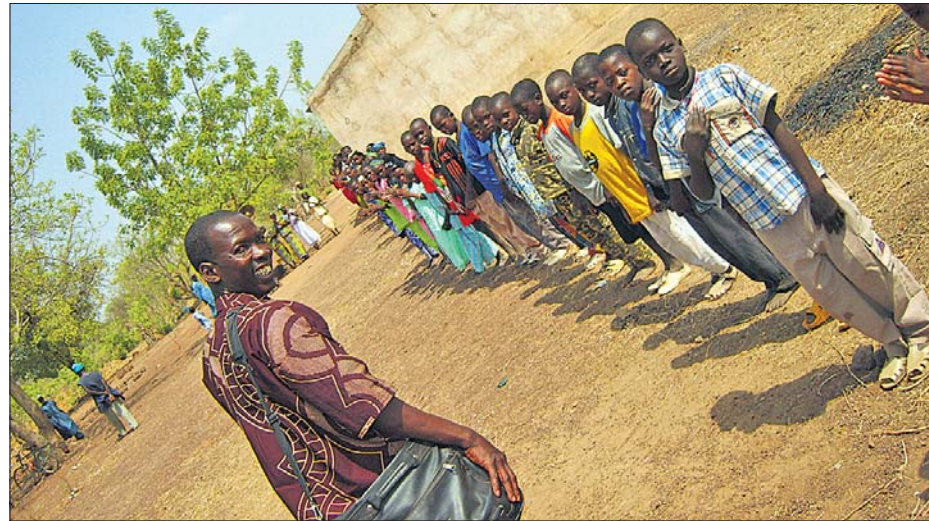
PAR MARIE-ANNE ROBBERECHT

Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici 2015: ne nous leurrions pas, ce deuxième Objectif du Millénaire pour le développement ne sera pas atteint dans les délais.

Même si le système économique du Mali s'est constamment stabilisé au cours des années quatre-vingt-dix, le système éducatif s'est détérioré, conséquence de l'explosion démographique. Toutefois, deux ONG maliennes, grâce au soutien de leurs partenaires luxembourgeois, se distinguent par leurs efforts en la matière. En usant des méthodes très différentes.

A Socoura, dans la région de Mopti, un magnifique bâtiment a ouvert ses portes le 6 octobre 2008. L'école Hermann Gmeiner, du nom du fondateur des villages SOS, est un véritable petit bijou d'architecture, livré clé en main et financé par l'ONG SOS Villages d'enfants monde Luxembourg, à travers son partenaire SOS Villages d'enfants monde Mali. Cette école, qui couvre les cycles primaire (six ans) et secondaire (trois ans), se conforme au programme d'enseignement du ministère de l'Education nationale malien. Pourtant, ses frais de fonctionnement sont pris en charge par l'ONG.

Pourquoi? Son objectif consistant notamment à relever le taux de scolarisation dans les environs du Village d'enfants de Socoura et



La formation pour les formateurs: Ngolo Coulibaly, formateur des enseignants, accueilli par les enfants de l'école communautaire de Kongoudian. (PHOTO: ANNE-MARIE ROBBERECHT)

plus particulièrement celui des filles, c'est elle qui a pris l'initiative de construire cette école. «Nous sommes une école à vocation sociale», déclare M. Modibo, son directeur.

Ainsi, parmi les 684 élèves – dont 323 filles –, 97 sont directement issus du village d'enfants SOS, attaché à l'infrastructure scolaire. Ces villages, qui accueillent des orphelins, des enfants abandonnés ou des parents indigents, ont pour objectif d'offrir à chacun d'entre eux une mère, des frères et sœurs, une maison et un village. Une fois le Diplôme d'études fondamentales obtenu, vers l'âge de 14 ans, le jeune doit quitter le village. Une sortie préparée de longue date: dès l'âge de quatre ou cinq ans, une future famille d'accueil est trouvée et les

contacts avec elle, privilégiés. 115 élèves sont quant à eux concernés par le Programme de renforcement familial, mis en oeuvre par SOS Villages d'enfants. Issus de familles démunies et retenus sur proposition des chefs de village, le but du programme est de faire en sorte que ces enfants puissent poursuivre leur évolution dans le cadre familial, grâce à une politique d'autonomisation des parents: accompagnement à l'alphabétisation, accès au micro-crédit ...

Offrir une éducation de qualité tout en veillant au bien-être affectif des enfants, c'est tout le défi que relève SOS Villages d'enfants monde, avec succès.

L'ONG Victoire, soutenue par son partenaire luxembourgeois Unity Foundation, met elle aussi tout en oeuvre pour une éducation

de qualité du plus grand nombre. Mais selon une toute autre approche: elle soutient treize écoles communautaires, c'est-à-dire construites par les villageois, parmi lesquels on retrouve le corps enseignant. «Les villageois doivent être les acteurs de leur développement», déclare Toussaint Kasongo, formateur des enseignants. «Notre priorité n'est pas d'avoir de beaux bâtiments, mais d'avoir des enseignants qui ne partiront pas. Les écoles doivent survivre à notre projet.» Dans le cadre de cette approche participative, Victoire s'engage à fournir aux écoles du matériel pédagogique, à condition que les enseignants suivent les formations que l'ONG propose pendant trois mois, l'été. Deux sessions de «recyclage», lors des vacances de

Noël et Pâques, permettent aux instituteurs de se maintenir à niveau. De plus, tout au long de l'année, Ngolo Coulibaly, responsable du suivi logistique, englutit les kilomètres sur sa mobylette pour aller à la rencontre des enseignants. Tout à leur écoute, il les conseille quant aux méthodes pédagogiques.

Les écoles communautaires suivent le «curriculum» édité par le ministère de l'Education malien. Toutefois, l'ONG ne saurait s'en satisfaire. «Le problème du système éducatif au Mali réside en la trop basse qualité de la documentation, qui, de surcroît, est faible en contenus moraux», déplore Chahine Rassekh, co-directrice de Victoire. «Nous souhaitons insérer une méthode d'apprentissage actif, où l'élève est au centre, et non un tonneau vide qu'il faut remplir», ajoute-t-elle. Victoire met ainsi à disposition des écoles, pour chaque niveau, deux documents pour l'enseignant ainsi qu'un livre et un cahier de l'élève. «Basés sur des valeurs universelles, spirituelles et morales, ces manuels abordent de grands problèmes de société comme le sida, encouragent au développement de la communauté et préparent les enfants à l'avenir», explique Mme Rassekh. Et d'ajouter: «il faut canaliser les esprits vers quelque chose de positif, afin de construire une nouvelle société, capable de développer ses capacités.» En somme, de la pure philanthropie ...

Métier assuré

Une deuxième chance pour les jeunes

A Ségou, Action Jeunesse Rurale, association partenaire de l'ONG luxembourgeoise Bridderlech Deelen, n'en est pas à ses premiers pas en matière d'accompagnement des jeunes vers l'autonomie socio-professionnelle. Son quatrième programme, qui s'étend de 2007 à 2010, vise 75 jeunes de 18 à 22 ans. En proposant diverses formations, elle redonne espoir à ceux qui sont en décrochage scolaire ou dont les liens familiaux se délitent.

Tout d'abord, il faut les identifier. Puis les sélectionner. Pas facile, quand on sait que la majorité d'entre eux sont susceptibles d'être un jour en grande difficulté. «Quand un parent n'a pas de ressources, l'enfant devient un jeune à risques», constate Drahmane Coulibaly, directeur exécutif d'Action Jeunesse Rurale (AJR). «Nous relayons les parents», explique-t-il.

C'est donc sur base d'enquêtes que les plus vulnérables sont retenus. Commence alors la phase de la «socialisation»: les jeunes réfléchissent à un futur métier pendant que les animateurs s'attachent à renouer les liens avec les parents. Si cela s'avère impossible, les jeunes peuvent loger dans les deux maisons appartenant à l'association. Dans ces locaux sont également organisées des activités de

sensibilisation sur des problèmes tels que l'alcoolisme ou le sida.

Puis vient l'alphabétisation: ceux qui n'ont jamais été à l'école ou ont abandonné les cours, font l'apprentissage de la langue nationale, le bambara, pendant 45 jours répartis sur trois mois. Les autres, pendant une même période, bénéficient d'un renforcement de leurs notions d'écriture et de calcul ainsi que de cours de gestion des activités artisanales.

Cette étape accomplie, AJR entre en négociation avec des maîtres-artisans ainsi que des directeurs de centres formels, c'est-à-dire des ateliers dont le programme est reconnu par le ministère de l'Emploi, où les jeunes feront leur apprentissage pendant trois ans. Les possibilités sont

multiples: menuiserie, couture, beauté féminine, plomberie, carrelages ...

Notons qu'AJR assume l'entière responsabilité des frais engendrés: inscription et formation, salaires des maîtres, matériel d'apprentissage, consultation médicale, transport, nourriture ... Lorsque la formation est achevée, l'association dote ses protégés d'un «starter kit», qui leur permet de s'installer à leur propre compte.

Chez AJR, on reste optimiste! Pour Tidiani Kanouté, coordinateur de projets, «Ségou est en train d'émerger du lot en ce qui concerne l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.» L'association peut-être fière d'apporter sa pierre à l'édifice!

0,9 % du PIB

Alors que nos voisins du Sud sont les plus vulnérables face à la dépression économique mondiale, crise dont ils sont certainement les derniers responsables, il apparaît indispensable que nous, pays occidentaux, maintenions et soutenions l'aide au développement. En y consacrant 0,9 % de son PIB, le Luxembourg fait partie des Etats membres les plus engagés dans ce domaine. Le Mali, souvent cité comme modèle de démocratie en Afrique, est l'un de ses 10 pays-partenaires privilégiés. Dans le cadre d'un reportage sur le terrain, la page qui suit vient faire écho aux activités menées sur place par les ONG luxembourgeoises, dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, afin de tendre vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

- Bridderlech Deelen www.cathol.lu – ECPAT www.ecpat.lu
- SOS VE www.sosve.lu – Unity Foundation: www.unityfoundation.lu

Jeunesses volées

L'exploitation des enfants reste un problème au Mali

Si l'exploitation des enfants est une triste réalité, elle reste très difficile à combattre. Ainsi, au Mali nombreux sont les enfants en situation de vulnérabilité. Parmi les activités de l'ONG Mali Enjeu, que soutient l'ONG luxembourgeoise ECPAT, le travail en partenariat avec des maîtres coraniques a notamment pour objectif de soustraire les enfants aux dangers de la rue.

Au Mali les écoles coraniques représentent la première forme d'éducation organisée, en ceci qu'elles existaient avant la colonisation française. Elles évoluent toutefois en plein secteur informel. «La colonisation n'a pas restructuré les écoles coraniques et le Mali indépendant, depuis 1960, ne s'en est pas occupé non plus», déplore Abdoulaye Sissoko, coordinateur du programme développé par ECPAT Luxembourg. Ainsi, contrairement aux «médiers», écoles religieuses qui suivent le cadre officiel, le programme des écoles coraniques n'est pas reconnu par le ministère de l'Education nationale malien. Et pour cause: l'enseignement s'y limite à la mémorisation de hadits et sourates en arabe ancien, le tout dans l'obéissance, la souffrance et l'humilité. Si ces écoles trouvent encore leur place dans la société

maliennne, c'est qu'elles font écho à la grande pauvreté de la population: l'explosion démographique amène les parents à devoir se séparer de bouches qu'ils ne peuvent nourrir. Les maîtres coraniques se retrouvent donc avec des dizaines, voire des centaines d'enfants à charge. Ne pouvant subvenir à leurs besoins, une partie de l'emploi du temps des élèves consiste donc à aller mendier. «Au Mali, on s'occupe des enfants en termes de besoins et non de droits», explique M. Diallo, chargé de projet pour Mali Enjeu.

Ainsi, l'ONG a réussi à introduire des séances d'alphabétisation dans les écoles coraniques et leur rend régulièrement visite afin de s'assurer de la santé des enfants, dont elle prend les ordonnances en charge. De même, Mali Enjeu organise des séances de sensibilisation en rapport avec les droits de l'enfant, dans les écoles. On parle alors des risques de la rue, de l'hygiène ... «Si aujourd'hui ECPAT peut entrer dans une école coranique, c'est grâce au travail de Mali Enjeu, qui a permis de tisser une relation de confiance avec les maîtres, qui sont ainsi amenés à comprendre comment mieux protéger les enfants», dit Fabienne Grojean, représentante d'ECPAT au Mali.